



La dotation départementale de moins 48 postes est inacceptable pour aborder l'année. Aucune organisation syndicale n'a approuvé les décisions de la direction académique lors du CSA du jeudi 3 septembre, toutes dénoncent les 10 nouvelles fermetures de classes à la rentrée. À la suite du CSA de rentrée, le DASEN laisse des écoles en milieu ordinaire avec des moyennes au-dessus de 27, en REP avec des moyennes de classe dédoublée à plus de 14, et pour les niveaux non plafonnés à plus de 25. Lors du CSA, l'ensemble des organisations syndicales ont remis les 1 200 signatures sur la pétition contre la refonte du remplacement. Les dégradations des conditions de travail pour les remplaçants sont déjà visibles dès cette rentrée, c'est au moins 3 brigades affectées dans les écoles REP+ qui ont reçu des missions de remplacement jusqu'à Noël hors des écoles REP+.

L'école inclusive nécessite un nombre suffisant de personnels, de tous les former, de reconstituer les Rased, de doter les AESH d'un véritable statut afin de les sortir de la précarité, ce qui améliorerait l'attractivité de leurs postes, de réserver des temps de concertation et de formation reconnus sur le temps de service, de maintenir et renforcer les structures et dispositifs spécialisés.

À la rentrée, le ministre a annoncé le déploiement d'un questionnaire anonyme permettant à chaque élève de France, de la grande section de maternelle à la terminale, de s'exprimer sur les violences sexuelles subies. Recevoir la parole d'un enfant victime d'abus ne s'improvise pas, nous demandons également les moyens suffisants pour former les personnels et accompagner celles et ceux qui en éprouveraient le besoin à la suite de révélations. La lutte contre les violences sexuelles exige bien plus qu'un questionnaire : elle suppose des moyens, des personnels, un accompagnement global des victimes de la prise en charge médicale et psychologique au parcours pénal protecteur.

L'année scolaire dernière s'est achevée par un deuxième épisode de canicule obligeant de nombreuses communes de notre département à fermer les écoles car les conditions d'accueil des élèves et des personnels y devenaient dangereuses. De plus, beaucoup de nos élèves les plus fragiles ont subi la canicule tout l'été et parfois dans des hébergements non adaptés. Il est primordial qu'un service de médecine scolaire et de prévention puisse s'assurer de la bonne santé physique et mentale de ces enfants.

Nos organisations syndicales exigent :

- L'abandon de la zone départementale comme zone d'intervention et des remplaçant.es en nombre suffisant.
- L'ouverture des classes et l'abandon des fermetures partout où cela est nécessaire.
- Des AESH nécessaires en nombre suffisant pour que les centaines de notifications MDPH soient respectées, avec un statut et une formation.
- Des postes à la hauteur des besoins.
- Le renforcement des RASED pour mieux répondre à la diversité des besoins des élèves.
- Un recrutement de médecins et d'infirmiers pour prévenir les problèmes de santé des élèves.
- Un plan concernant le bâti scolaire et des procédures permettant la protection des élèves et des personnels.

À la suite de ces constats globaux de rentrée, nos organisations syndicales invitent tous les collègues à se réunir dans les écoles pour établir leurs revendications précises (ouvertures de classes, recrutement d'AESH, travaux et mesures d'urgence pour faire face aux épisodes de canicule) et discuter des initiatives à prendre pour les faire valoir.

Les huit fédérations syndicales de la fonction publique appellent à se mobiliser par la grève et les manifestations le 29 septembre prochain pour une revalorisation significative de la valeur du point d'indice.